

Etat des lieux de l'Afghanistan au regard des mines

**(Tuesday 30 October 2001) Information de l'Observatoire des Mines
Actualisation au 9 octobre 2001**

Quatre employés des Consultants Techniques Afghans ont été tués et un quatrième blessé, le 9 octobre (deuxième nuit de frappes aériennes), lorsqu'une bombe a touché l'immeuble qu'ils occupait, plusieurs kilomètres à l'est de Kabul. Il s'agit de la première annonce indépendante concernant des civils morts du fait de l'action militaire contre l'Afghanistan dirigée par les Etats-Unis.

Lors d'une conférence de presse à Islamabad, la capitale pakistanaise, une porte-parole des Nations-Unies a déclaré : « il faut que la distinction soit faite entre les combattants et ces civils innocents qui ne portent pas d'armes. ».

Le Dr. Shah Wali, représentant les Consultants Techniques Afghans (ATC) a déclaré à Reuters : « Il s'agit d'une zone civile et ils ont tué 4 des gardes de cet immeuble. Nous sommes liés à une agence de déminage et notre but est de débarrasser l'Afghanistan de la menace des mines.

L'association les Consultants Techniques Afghans, fondée en 1989, est la plus importante des ONG agissant contre les mines en Afghanistan, tant par l'importance de son action que par son expérience. Elle compte 1 299 employés et opère principalement dans les régions centre et est du pays. Son siège est à Peshawar, Pakistan. L'association a également des agences à Gardez, Kandahar et Jalalabad.

En 2000, ATC a géré 21 équipes de déminage manuel, 6 équipes de déminage en zone de combats, 4 équipes de déminage mécanique et 4 équipes de déminage par explosion (Explosive Ordnance Disposal – EOD). Elle a ainsi déminé plus de 4.2 millions de m² de terrains minés, et environ 20 millions de m² d'anciennes zones de combat touchées par les UXO. Ces opérations de déminage ont donné lieu à la destruction de 2 748 mines antipersonnel, 43 mines anti chars et 66 406 UXO. Son budget 2000 était de 7.6 millions de dollars, mais l'association n'a reçu que 4.6 millions de dollars, en raison du manque de financement.

Toutes les opérations contre les mines menées en Afghanistan ont cessé le 12 septembre 2001. Les démineurs sont actuellement formés pour traiter les nouvelles armes utilisées dans la campagne actuelle.

Une ONG afghane de lutte contre les mines, OMAR, a émis la crainte que la nourriture, parachutée en Afghanistan, puisse atterrir sur des zones minées mais non marquées, les civils pénétrant sur ces zones pour aller chercher les colis.

Plusieurs autres ONG, dont l'Agence de Planification des Actions de Déminage (MCPA) ont exprimé leur inquiétude que de nombreux autres civils vont être exposés, du fait des déplacements internes de population. Il est probable que le nombre de personnes touchées par les mines va s'accroître, la population fuyant les principales villes vers des zones peu familières et potentiellement minées, rarement marquées, dans les villages et le long des frontières. Durant leur fuite, et lorsque les populations s'installent temporairement, les personnes allant chercher de l'eau, de la nourriture ou un abri vont être extrêmement exposées. Nous ne disposons pas de chiffres précis des victimes, les communications avec l'Afghanistan étant très difficiles.

Au cours de l'année 2000 :

- Les associations de sensibilisation aux mines ont formé plus d'un million de personnes à la sensibilisation,
- On a recensé une moyenne de 88 victimes de mines et d'UXO par mois, en nette baisse par rapport à 1999. Il est probable que 50% des victimes de mines en Afghanistan décède avant d'atteindre une antenne médicale.
- Les associations de lutte contre les mines ont marqué et cartographié environ 126 millions de m² (126 km²) de terres contaminées par des mines et des UXO, et ont déminé environ 104 millions de m² (104 km²). 13 542 mines antipersonnel ont été détruites.
- En 2000, on estimait à environ 724 millions de m² (724 km²) les zones contaminées, dont 344 millions de m² (344 km²) est classé comme extrêmement prioritaire. Une étude très importante sur l'impact socio-économique, publié en décembre 1999, indiquait que ces zones représentaient à 61% des terres de pâture, à 26% des terres agricoles, à 7% des routes, à 4% des zones résidentielles et à 1% des systèmes d'irrigation.
- Le Programme de Lutte contre les Mines pour l'Afghanistan (MAPA) employait environ 4 900 Afghans, et moins de 10 expatriés.
- 8 organisations sont actuellement engagées dans le déminage des mines et UXO en Afghanistan. Toutes ces organisations sont maintenant basées en Afghanistan, avec des bureaux de support logistique au Pakistan.
- Le MAPA a rencontré un arrêt sévère de son financement. Alors que le budget de l'année était de 26.3 millions de dollar, seulement 17 millions ont été reçus. En conséquence, le MAPA a dû réduire ses actions de 50% au dernier trimestre 2000. (en 1999, 22 millions ont été dépensés, en 1998, 27 millions).

Autres informations :

- En janvier 2001, il y avait 31 équipes techniques d'étude, 114 équipes de déminage (manuel, mécanique, EOD/destruction des bombes, chien de détection

- des mines), 11 équipes de gestion et de formation, 10 projets de sensibilisation aux mines et plusieurs services de support, techniques et de management.
- La plupart des mines ont été installées en Afghanistan durant l'occupation soviétique et le régime communiste suivant, entre 1980 et 1992. Les mines ont également été utilisées lors de combats internes, entre factions armées, entre 1992 et 1996, notamment à Kabul et ses environs.
 - Enfin, environ 50 différents types de mines ont été identifiés en Afghanistan, de fabrication belge, chinoise, de l'ex Tchécoslovaquie, iranienne, italienne, pakistanaise, de Singapour, de l'ex-URSS, du Royaume-Uni, de l'ex-Yougoslavie et du Zimbabwe.
 - Les Talibans et leur opposition, l'Alliance du Nord, se sont mutuellement accusés de miner la région. L'Alliance du Nord a nié, auprès de l'Observatoire des Mines, en utiliser mais a admis, lors d'une mission des Nations-Unies, qu'ils continuaient à utiliser des mines antipersonnel.
 - En 1998, le Leader Suprême des Talibans a émis un décret de soutien à l'interdiction des mines, qui condamne « fortement » l'utilisation des mines, qualifiée « d'acte non islamique et inhumain ». Les officiels Talibans ont demandé aux Nations Unies de faire pression auprès de l'Iran et de la Russie pour arrêter la vente de mines à l'opposition.
 - L'Iran, le Pakistan, la Russie, les Etats-Unis et l'Ouzbekistan n'ont pas encore adhéré au Traité d'Interdiction des Mines de 1997. Le Traité, qui interdit l'utilisation, quelle qu'elle soit, de mines antipersonnel, quelles que soient les circonstances, compte actuellement 142 membres, dont le Tadjikistan et les Royaume-Uni.

Ce document d'information est tiré de rapports des médias, de rapports du terrain et des Rapports Annuels 1999, 2000 et 2001 de l'Observatoire des Mines réalisés par la Campagne Internationale pour l'Interdiction des Mines.

Voir : <http://www.icbl.org/country/afghanistan> (anglais)

ou le site web du Handicap International pour plusieurs informations de Afghanistan en Français

www.handicap-international.org

Email

[SPAMFLTER@SPATMFLTERicbl.org">mediaSPAMFLTER@SPATMFLTERicbl.org](mailto:SPAMFLTER@SPATMFLTERicbl.org)

Ou contacter :

Mary Wareham, Human Rights Watch, Tél. +1 202 612-4356

Sylvie Brigot (francophone), ICBL, Tél. +33 (0) 1 47 88 97 53

Qadeem Tariq, Mine Clearance Planning Agency, Tél: +92 91 810803

ou +92 91 810194